**Climat, migrations, inégalités : écoutons les voix des mineur·e·s !**

Tribune collective ouverte aux signatures - publication le 9 novembre 2019

**Nous célébrons cette année le 30e anniversaire de la Convention internationale des droits des enfants1. Pourtant les États signataires de cette convention continuent d’empêcher son application, en perpétuant les atteintes à l’environnement et aux droits sociaux au profit des plus favorisés. En novembre, dans le cadre du Festival des Solidarités, nous défendrons un autre monde possible, qui respecte la dignité et les droits de chaque être humain quel que soit son âge.**

Un enfant sur quatre dans le monde vit sous le seuil de pauvreté. Les inégalités entre riches et pauvres n’ont jamais été aussi fortes et continuent de s’accroître, y compris en France. De fait, le respect des droits des personnes, à commencer par le droit des enfants à des conditions de vie dignes, passe trop souvent après les intérêts des grandes entreprises aux yeux de nos gouvernants. En France comme ailleurs, les personnes exclues de leurs droits élémentaires (logement, alimentation saine, éducation, protection…) appartiennent principalement à des groupes minorés discriminés pour leur couleur de peau, leur origine ethnique, leur religion, leur genre, leur orientation sexuelle, etc. Des élèves de première du lycée Feyder à Epinay sur Seine en témoignent : « L’école de la République ne réserve pas les mêmes conditions à la jeunesse de Seine-Saint-Denis, aux fils et filles d’immigrés, aux pauvres qu’aux élèves des centres-villes », ont-ils dénoncé dans une tribune publiée en juin dernier2.

Les attaques du capitalisme mondialisé sur les politiques sociales et sur l’environnement pèsent en premier lieu sur les plus précaires. Ces effets dévastateurs, auxquels s’ajoutent les guerres, la corruption et l’intolérance, ont jeté sur les routes des millions de femmes, d’hommes et d’enfants, qui viennent se heurter aux murs de nos pays forteresses. Si la protection des mineur·e·s face aux violations de leurs droits est profondément défaillante, ils et elles font de plus en plus entendre leurs voix pour exiger des changements. La forte médiatisation de Greta Thunberg et des jeunes en grève pour le climat ne doit pas occulter les milliers de jeunes en lutte, parfois depuis des années, partout sur la planète.

Comble de l’hypocrisie, les gouvernements qui prétendent défendre les droits des enfants leurs réservent souvent la même répression qu’aux adultes. La privation de liberté de mineur·e·s en lutte pour leurs droits est hélas monnaie courante, comme on peut le voir notamment en Israël, en Russie ou en France3. La Convention internationale des droits des enfants reconnaît pourtant le droit des enfants à « exprimer librement leur opinion », à voir ces opinions « dûment prises en considération », et interdit toute privation de liberté arbitraire.

À l’heure de son 30e anniversaire, nous demandons que soit enfin appliquée la Convention internationale des droits des enfants, ainsi que la Déclaration Universelle des Droits de l’Homme – notamment la garantie de la liberté d’expression et de contestation partout et pour toutes et tous. Nous demandons également la signature du traité international contraignant les multinationales à respecter les droits humains et l’environnement4, le respect des engagements de l’accord de Paris et le renforcement des contributions financières des pays riches pour la transition écologique.

Nous appelons enfin toutes celles et ceux qui le peuvent à soutenir les alternatives citoyennes contribuant à construire un monde solidaire et durable. Partout en France comme dans d’autres pays, nous organiserons en novembre des milliers de temps de débat et de partage dans le cadre du Festival des Solidarités. L’occasion pour chacune et chacun, quel que soit son âge, de découvrir les innombrables initiatives citoyennes près de chez soi, et de choisir ses espaces d’engagement.

En France comme partout dans le monde, mobilisons-nous pour que les droits de toutes et tous soient enfin respectés !

1 La Convention Internationale des Droits de l’Enfant (CIDE), adoptée le 20 novembre 1989, a été ratifiée par l’ensemble des états membres de l’ONU, sauf les Etats-Unis.

2 Cette tribune rédigée par des élèves de première du lycée Feyder à Epinay sur Seine a été publiée le 21 juin 2019 dans le journal Le Monde.

3 <https://liberez-enfants-palestiniens.fr/>; <https://www.europe1.fr/international/olga-misik-17-ans-nouvelle-figure-de-la-contestation-en-russie-3913874>; <https://www.facebook.com/arago22mai/>

4 <https://stop-impunite.fr>

Objectifs de cette tribune collective :

* Porter nos messages politiques au-delà de nos cercles habituels
* Annoncer la tenue prochaine du Festival des Solidarités

Cette tribune est proposée à la signature de personnes engagées en faveur des droits humains, et en particulier aux porte-paroles des organisations membres ou partenaires du Festival des Solidarités.

Vous souhaitez signer cette tribune ? Merci d’indiquer ici vos nom, prénom et titre : <https://framaforms.org/signature-tribune-festisol-2019-1572255823>

Diffusion :

La publication de cette tribune est prévue pour le 9 novembre 2019 (jour de l’événement de lancement du Festisol 2019) dans un média grand public : Le Monde, Libération, Francetvinfo ou Médiapart.

Premier·e·s signataires :

Charles-Emmanuel Ballanger, directeur d’Aide et action

Gwenaëlle Bouille, présidente d’Aide et action

Maxime Combes, porte-parole national d’Attac

Emmanuel Charles, co-président du réseau Ritimo

Anina Ciuciu, porte-parole du Collectif Ecole pour tous

Christine Delacôte, secrétaire du Réseau Bretagne solidaire

Luc DeRonne, président d’ActionAid France-Peuples solidaires

Alain Diulein président du Réseau Bretagne solidaire

Michèle Hebert, trésorière du réseau Horizons solidaires

Georges Lemée, président du Collectif pour une terre plus humaine

Gaëlle Leveillé, trésorière du Réseau Bretagne solidaire

Lyes Louffok, ancien enfant placé, auteur de “Dans l’enfer des foyers”

Julien Mast, délégué national du mouvement E-graine

Danielle Moreau, co-présidente du réseau Ritimo

Marie Pochon, secrétaire générale de Notre affaire à Tous

Emmanuel Poilâne, président du CRID

Raphaël Pradeau, porte-parole national d’Attac

Malik Salemkour, président de la Ligue de droits de l’Homme

Muriel Salmona, présidente de l’association Mémoire traumatique et victimologie

Aurélie Trouvé, porte-parole national d’Attac

Marie Youakim, co-présidente du réseau Ritimo